



ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE n° 2024/122 : Portant réglementation provisoire de la circulation, avenue de la Division Leclerc

Le Maire de la Ville de Sèvres,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2024/009 du 16 janvier 2024 donnant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Franck-Eric MOREL, Conseiller Municipal délégué, notamment en matière de circulation, de stationnement et d'espaces publics,

Vu l'avis en date du 3 avril 2024 du service voirie de la Direction Territoriale Ouest du Grand Paris Seine Ouest,

Vu l'avis en date du 2 avril 2024 de l'Etablissement Public Interdépartemental 78/92 - Unité Entretien & Exploitation Vanves,

Considérant qu'il y a lieu de faciliter le bon déroulement des travaux de carottage, avenue de la Division Leclerc,

ARRETE :

ARTICLE 1. CIRCULATION

Du lundi 8 avril 2024 au vendredi 26 avril 2024 de 9h00 à 16h30, les dispositions suivantes sont prises avenue de la Division Leclerc, pour le travail sur une journée :

- la chaussée est réduite à une voie ; la circulation est gérée par alternat manuel,
- le cheminement des piétons est maintenu en toute circonstance,
- la vitesse est réduite à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 2.

Les signalisations réglementaires sont mises en place par la société NEXTROAD PARIS SUD, sise TSA 70011 chez SOGELINK – 69134 DARDILLY Cedex. Le chantier s'effectue sous le contrôle de Monsieur Jérôme GIBIER - Tél. : 06.69.98.34.20. Pendant les travaux, le responsable doit assurer la circulation sécurisée des piétons ainsi que le libre accès des riverains.

Hôtel de Ville
54, Grande Rue
BP 76
92311 Sèvres Cedex

☎ 01 41 14 10 10

☎ 01 75 19 41 20

PUBLIE PAR VOIE ELECTRONIQUE LE :

04 AVR. 2024

ARTICLE 3.

Madame la Directrice des services techniques de la Mairie,
Monsieur le Directeur des services techniques de l'établissement public territorial Grand Paris
Seine Ouest,
Madame le Commissaire de Police,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sèvres, le 4 avril 2024.

NB : Conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du code de la justice administrative, le présent acte est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication. Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire de l'acte. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux.



Pour le Maire et par délégation,

Franck-Eric MOREL

*Le Conseiller Municipal délégué à la circulation,
au stationnement et aux espaces publics*